

Print

Le pouvoir communicationnel de la classe des élites contre la démocratie

De [Thierry Brugvin](#)

Global Research, juillet 29, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-pouvoir-communicationnel-de-la-classe-des-elites-contre-la-democratie/5453237>

L'affaire Cahuzac, révèle le manque d'indépendance des médias et plus généralement la puissance des techniques de communication utilisées, par la classe des élites des pouvoirs publics et économiques, pour influencer l'opinion publique.

Il y a des alliances entre le pouvoir communicationnel, le pouvoir de la presse et la classe des élites économiques et politiques. Plusieurs dirigeants nationaux du PS, Dominique Strauss Kahn, Manuel Vals ou Jérôme Cahuzac, s'appuient sur les services de l'agence Euro-RSCG, la 5^e plus grande agence de communication dans le monde en 2012. Euro-RSCG a été fondé notamment par Jacques Séguéla, le

célèbre publicitaire, de la campagne présidentielle du président François Mitterrand (membre du parti Socialiste, puis du Président Nicolas Sarkozy (membre de l'UMP). L'agence a changé de nom depuis septembre 2012, pour se renommer Havas worldwide Paris, notamment parce que sa réputation avait été atteinte en défendant sans trop de succès Dominique Strauss Kahn, l'ex-dirigeant du FMI (membre du Parti Socialiste), qui a du démissionné suite son inculpation pour agression sexuelle. Il sera ensuite mis en examen en France pour complicité de proxénétisme.

Début 2013, débute l'affaire Cahuzac, qui est le ministre du budget du gouvernement Hollande accusé d'avoir fraudé les services fiscaux grâce à un compte en suisse. Afin de lancer une contre-communication, son agence Euro-RSCG lancent de nombreux démentis en direction des médias. Le 10 février 2013, le JDD, le Journal du Dimanche titre « La Suisse blanchi Cahuzac ». Cette déclaration relève aussi de l'opération de communication, mais cette fois d'un organe de presse, puisque seul Pierre Moscovici, le Ministre du Budget disposait du document transmis par les autorités helvétiques et qu'il ne l'a transmis à aucun média, mais seulement à la justice. Un mois et demi après, le 2 avril 2013, après avoir démissionné quelques jours plus tôt, sous la pression du journal Médiapart et de la justice, Jérôme Cahuzac, avoue sa culpabilité. Ainsi, la presse a plus ou moins volontairement, relayée une opération de communication d'une agence au service de certaines élites de la classe politique. Les agences de communications relèvent de l'industrie capitaliste des relations publiques au service des classes dominantes, de même que la presse qui est majoritairement sous la propriété de la classe des élites économiques. Mais cette fois, les aveux de l'ex-ministre ont permis de mettre à jour clairement les ressorts des techniques de communication. Alors que la stratégie, des élites politiques consistent généralement à nier jusqu'au bout, jusqu'à ce que l'affaire soit enterrée, faute de preuves suffisantes, ou faute d'institutions judiciaires suffisamment indépendantes.

L'appropriation des médias par la classe des élites économiques privées limite la démocratie par les médias. Selon l'AFP, « La presse française est dominée par deux grands groupes industriels, Lagardère et Dassault » et depuis 2004, elle a connu une « période de recomposition, importante. Ainsi, le financier Edouard de Rothschild est entré dans le capital de Libération. Le premier groupe de presse français est Hachette Filipacchi Médias (HFM), filiale de Lagardère, dirigée par Arnaud Lagardère depuis la mort de son père Jean-Luc. HFM contrôle plusieurs quotidiens régionaux – La Provence, Nice-Matin, Corse-matin – et détient Le Journal du Dimanche. Premier éditeur de presse magazine au monde, il possède de puissants magazines comme Elle, Paris Match ou Télé 7 jours. La prise de contrôle de la Socpresse, ancien empire Hersant, par le groupe industriel Dassault a marqué 2004. La Socpresse (1,6

milliard d'euros de chiffre d'affaires) compte 70 titres autour du vaisseau amiral Le Figaro, mais aussi L'Express, L'Expansion, de solides quotidiens régionaux – La Voix du Nord, Le Progrès, Le Dauphiné Libéré -, le puissant supplément TV magazine. L'avionneur Serge Dassault, entré en 2002 dans le capital de la Socpresse, est propriétaire depuis octobre 2004 de 87%. Il a pris la première place pour l'activité presse en France, détrônant Lagardère qui reste cependant le premier éditeur français, avec plus de la moitié de son chiffre d'affaires réalisé à l'étranger. Hachette et la Socpresse publient un supplément féminin, vendu avec de nombreux titres régionaux, Version Femina (3,8 millions d'exemplaires). D'autres exemples montrent les liens des industriels avec la presse : LVMH, de Bernard Arnault, groupe mondial de luxe, contrôle six titres de presse, notamment le deuxième quotidien économique, La Tribune, Connaissance des Arts, Investir, Le Monde de la musique. A la tête d'un groupe de grande distribution (Fnac, Printemps, La Redoute) et de luxe (Gucci), le milliardaire François Pinault est propriétaire du "news magazine" Le Point, de La Recherche, de L'Histoire, du Magazine littéraire. L'autre grand quotidien économique, Les Echos, est détenu par le groupe britannique Pearson, éditeur du Financial Times. Le Monde a tissé des liens capitalistiques avec Le Nouvel Observateur, premier "news magazine" français, appartenant à Claude Perdriel qui est également un industriel »^[1].

Les élites économiques se considèrent souvent comme les dirigeants les plus légitimes du monde et des médias. La clef de voûte du gigantesque empire industriel des Rockefeller « est la Chase National Bank avec ses 27 filiales de New-York City et ses 21 autres installées à l'étranger »^[2]. A présent elle a changé de dénomination et s'appelle la Chase Manhattan Bank. la propriété majoritaire de la Chase Manhattan Bank appartenant aux Rockefeller avec 32,35% des actions et de la Citibank à 20,51%. Ces deux banques privées contrôlent donc à elles seules la FED, qui est aux États-Unis, l'équivalent de notre banque centrale et qui est censée être un bien public^[3]. Les Rockefeller sont aussi propriétaires de certains médias, tel CNN, la Warner et financent les médias via la publicité, comme de nombreux autres puissants industriels. Aussi il est assez difficile de critiquer leur main mise sur la société, l'économie et la politique et sur l'appareil d'Etat, qui s'avère finalement anti-démocratique. David Rockefeller est un des créateurs du groupe Bilderberg et de la commission trilatérale. Lowry Mark, de l'American Chronicle, Gordon Laxer, le Directeur de l'institut Parkland de l'université d'Alberta et Marc Jenner^[4], rapportent que le 8 juin 1991 à Essen en Allemagne, devant la commission Trilatérale, David Rockefeller a déclaré : « *Nous sommes reconnaissants envers le Washington Post, le New York Times, Time Magazine et d'autres grands journaux, leurs directeurs ayant participé à nos rencontres et ayant respecté la promesse de discrétion pendant près de 40 ans* »^[5]. *Si la presse s'est auto-disciplinée s'est notamment parce qu'elle n'est pas indépendante du pouvoir de la classe des élites économiques.*

En 1975, la Commission Trilatérale, créée notamment par David Rockefeller à missionnée le célèbre S. Huntington et le grand sociologue français Crozier pour analyser notamment le rôle des médias dans la démocratie. Rappelons, qu'ils y ont affirmé que « si la liberté des médias est indiscutable, elle ne peut cependant devenir un abus (...). Des mesures devraient être prises pour réinstaurer l'équilibre entre son pouvoir et ses responsabilités (...). En outre, les politiciens devraient pouvoir être protégés légalement contre les abus de pouvoir de la presse »^[6].

Généralement, les médias disent la vérité, mais mentent par omission et s'autocensure. En effet, les médias s'étalent à longueur d'année, diffusent un flot énorme et incessant d'informations. Dans les grands médias, combien de fois par an entend-on par exemple parler des pratiques relatives à la Françafrique, des délits des classes des élites économiques et des pouvoirs publics ? Lorsque ces thèmes sont évoqués, il s'agit généralement d'un entrefilet, dans le bas d'un journal ou de trois phrases dans un reportage télé, que seuls les connaisseurs du sujet arrivent à décrypter.

Même, lorsqu'il y a un procès, tel celui de l'Angolagate, ou le procès Elf, il y a très peu d'informations, celle-ci est traitée rapidement, superficiellement et peu d'émissions sont consacrées à développer ces faits. Or, la presse pourrait en faire des exemples des pratiques adémocratiques de certaines élites. Il n'y a donc généralement pas besoin de censurer les journaux, car ils s'autocensurent afin d'éviter que l'Etat les censure ou que leurs annonceurs

se retirent et qu'ils perdent des fonds. Ils affirment fièrement, à qui veut bien y croire, qu'il n'y a pas de censure en France et dans les grands pays, dit développés et que c'est donc une preuve de la bonne santé démocratique de la presse.

Mais on peut remarquer que la censure arrive rarement suite à l'appel téléphonique du patron d'un grand média à ses journalistes ou d'une élite influente économiquement ou politiquement. En effet, il suffit que les journalistes aient subi une censure une fois ou bien qu'il sache que c'est arrivé à un de leur collègue, pour qu'ils s'autocensurent plus ou moins consciemment pour rester en place. De plus, les journalistes qui parviennent au sommet, sont passés par un long processus de cooptation, qui a permis de sélectionner ceux qui ne sont pas trop subversifs.

Les journalistes savent qu'on les laisse s'exprimer librement tant qu'ils ne dérangent pas trop le système capitaliste en place. Ils sont libres, tant qu'ils ne tirent pas trop sur leur laisse nous explique de Normand Baillargeon, dans son livre « Petit cours d'autodéfense intellectuelle »^[7].

Les entreprises capitalistes médiatiques sont très majoritairement, sous la propriété de grands capitalistes financées, de plus ils sont en partie dépendant de la publicité achetée par d'autres entreprises capitalistes dans leurs médias (journaux, télévision, Internet...). Ces grands médias n'ont donc pas intérêt à attaquer les autres grandes entreprises capitalistes, d'une part à cause de leur dépendance financière, mais aussi du fait d'une forme d'intérêt commun de classe. Mais le pouvoir de la communication, ne se limite pas aux médias et concerne aussi les relations publiques.

Diffuser en masse une information secondaire, empêche de distinguer les informations essentielles. Ainsi, distraire le peuple par les jeux du cirque, ou un scénario plus ou moins fictif, permet de détourner son attention des véritables problèmes. Le « storytelling est une forme contemporaine de ce principe ». Il consiste à imaginer un scénario ou les experts de communications distillent par exemple la vie personnelle et glamour d'une élite politiques afin de faire oublier ses échecs économiques et politiques. Pour les communicateurs élyséens les épisodes précédents la naissance du futur enfant, du président Sarkozy et de Carla Bruni (Héritière de la transnationale FIAT), ont ainsi contribué à tenter de gommer les échecs de sa politique. De même explique Normand Baillargeon, « si vous comptez le nombre de passe dans une mêlée d'une partie de football américain, vous ne verrez même pas un gorille passant à côté »^[8] !

La communication est souvent utilisée comme un instrument de propagande. Les campagnes de dénonciation des mouvements sociaux se heurtent aux campagnes de communication et de relations publiques des entreprises qui s'appuient sur une expertise et des ressources financières largement plus conséquentes. Dès 1928 expliquait Edward Bernays, le neveu de Sigmund Freud, était un expert et un théoricien des relations publiques. Il décrit ces dernières comme: « l'application de principes scientifiques et de pratiques éprouvées visant à obtenir de la population qu'elle soutienne certaines idées et projets. Toute personne ou organisation dépend finalement de l'approbation du public et se trouve donc face au problème de d'organiser le consentement du public pour atteindre ses projets et ses buts ». Il ajoutait que « la propagande modifie les images mentales que nous avons du monde (...). Elle prépare l'opinion à accueillir les nouvelles idées et inventions scientifiques en s'en faisant inlassablement l'interprète. Elle habitue le grand public au changement et au progrès »^[9].

Les relations publiques sont ainsi qualifiées dans les années 1920 « d'industrie du consentement ». Baskin définit les relations publiques des entreprises comme un moyen « pour le monde des affaires d'améliorer leur capacité à faire des affaires (..), de parvenir à mieux anticiper et s'adapter aux tendances et à la demande sociétale. Ce sont les moyens par lesquels le monde des affaires améliore l'exploitation de son environnement »^[10]. Les relations publiques des entreprises sont, selon Harold D. Laswell, un de ses théoriciens, « la découverte que la propagande est moins coûteuse que la violence, la corruption et autres techniques de contrôle »^[11]. Examinons à présent diverses techniques de propagande.

Le transfert de réputation transforme la notoriété d'un individu ou d'un groupe. Lorsqu'une organisation (une ONG, par exemple) rencontre, dialogue, collabore avec une autre

organisation (une ETN), il s'effectue un transfert de réputation. Celle qui dispose de la moins bonne notoriété se voit tirée vers le haut, tandis que la notoriété de l'autre tend à baisser (Richter, 2004). C'est le cas de Max Havelaar qui a labellisé certains produits de grandes entreprises transnationales tels Nestlé, Dagrís, ou qui vend du café équitable, dans les Mac Donald Suisse, chez Accor, ou Starbucks (Jacquiau, 2006). Les ETN rémunèrent des experts en communication et en relations publiques d'entreprise, qui connaissent parfaitement ce type de techniques de transfert de réputation, ce qui n'est pas toujours le cas des associations.

Le second risque réside, dans le transfert de réputation, de légitimité obtenue par le commerce équitable, grâce à un travail de longue année d'associations telles Artisans du Monde, qui bénéficie dans l'opinion publique d'une forte légitimité. Le risque c'est que des ETN et la grande distribution s'approprient cette notoriété pour améliorer leur image.

Le troisième risque relève cette fois de l'effet masquant d'une technique de nature marketing, relevant de la manipulation, associé à ce transfert de réputation. Ainsi, labelliser un produit du commerce éthique ou équitable permet de redorer son image, pour une ETN ou pour un distributeur, qui ne dispose que de deux ou trois produits labellisés « équitable » ou « social ». Même si, parallèlement, ils continuent à vendre des milliers de produits ne respectant pas ce label.

Les sondages peuvent être un instrument d'influence de l'opinion publique. Ce fut par exemple le cas du sondage sur le nucléaire réalisé par EDF et par les Verts. Suite à l'accident nucléaire de Fukushima, deux sondages ont été réalisés. En fonction de la formulation de la question, EDF obtient 55% contre la sortie du nucléaire et Europe Ecologie-Les Verts-70% pour... En mars 2011, L'AFP s'est procuré ce sondage. A travers la formulation de la question, on comprend mieux comment orienter la réponse des Français. La question formulée par la TNS Sofres pour EDF était, « êtes vous favorable à la demande des écologistes d'abandonner la production d'électricité nucléaire en France ? ». Ici, c'est le mot "abandonner" qui est mis en avant et dans ce cas 55% des français sont contre l'abandon du nucléaire.

Dans le sondage commandé par Europe Ecologie la question était bien différente: « êtes vous favorable à la sortie du nucléaire, « 70% des Français se déclarent pour », lorsqu'on leur demande « êtes vous favorable à un arrêt progressif à 25 ou 30 ans » alors 51% répondent non, tandis que 19% sont « pour une sortie immédiate ». Cette fois la formulation n'est plus centrée sur le mot « abandon », mais sur la « progressivité » à long terme, ou sur le fait « d'être favorable » et par conséquent le résultat du sondage s'inverse !

Le sondage pour EDF réalisé le 15 et 16 mars 2011, a été payé par le sondeur TNS-Sofres et celui d'Europe Ecologie a été financé à l'IFOP. Un sondeur qui satisfait son client augmente la probabilité que celui-ci lui en commande d'autres ensuite, ce qui est nécessaire à la survie d'une entreprise de sondage privée. La marchandisation de la communication politique n'est pas sans incidence sur les résultats, futur d'un référendum, d'un vote pour un parti ou des élus. En effet, le résultat d'un sondage vise à donner une idée de l'état de l'opinion publique, cela influe donc sur les politiques et sur les votants, qui ont généralement tendance à suivre l'opinion dominante. Pour les premiers cela accroît la possibilité d'obtenir de bons résultats aux élections et pour la population, celle-ci se dit que si une majorité le pense, elle ne doit pas avoir totalement tort. Par conséquent, cela tend à infléchir progressivement leurs opinions, dans le sens du commanditaire du sondage.

La novlangue permet la manipulation et la récupération idéologique. Elle vise à transformer le langage, la langue, afin de tenter de cacher une vision politique mal acceptée. Les mots sont les vecteurs de la perception du monde, c'est ce qu'on bien compris les tenants de « l'ingénierie de la perception ». Par exemple, l'usage des mots capitalisme, marxisme, lutte des classes, étaient devenus presque subversifs, dans le monde universitaire et politique, à partir des années 1980, durant la montée du néolibéralisme. Cela peut s'expliquer par le fait que les classes des élites des pouvoirs publics et des intellectuels qui prônaient le néolibéralisme, sont peut à parvenues à l'imposer comme un régime de « la fin de l'histoire », avec Fukushima, comme une pensée unique, jusqu'au moment du crack financier de 2008. Nicolas Sarkozy, le président de la République française, politiquement à droite, a ainsi déclaré, qu'il fallait encadrer fermement le capitalisme financier. Une expression qui n'était plus quasiment plus usitée que

dans les milieux d'extrême gauche jusqu'alors.

Ceux qui font pression, voir qui interdisent l'usage d'un mot dans la littérature ou dans le langage, tels que l'ont pratiqué certaines religions ou régime totalitaire, visent à priver les humains de leur capacité d'expression, dans le but, que peu à peu, la population, en viennent jusqu'à oublier l'idée même liée à ce mot et finalement à occulter un pan leur perception de la réalité. C'est d'une certaine manière ou technique pour « aliéner » les citoyens, comme l'expliquait Marx, c'est-à-dire devenir étranger à soi-même et à sa condition sociale. Cette technique, peut aller jusqu'à développer des psychoses, c'est-à-dire « à rendre l'autre fou » comme le décrit dès 1956 Gregory Bateson au sujet de la schizophrénie et à sa suite l'école de Paolo, avec « l'injonction paradoxale » et la théorie de « la double contrainte ». Cette dernière consiste à créer un décalage entre la perception du réel et le discours. En psychologie, l'exemple bien connu est celui de la mère qui dit à son enfant je t'aime et qui le repousse physiquement en même temps^[12].

Une autre variante de l'ingénierie de la perception, mais aussi des luttes entre courants politiques et théoriques consiste, non pas à interdire un mot, mais à en changer le sens, jusqu'à ce que l'ancienne définition en soit vidée de son contenu. Ainsi, les adversaires, sont privés d'un outil de lutte conceptuel et donc politique. Par exemple, les attaques contre la dimension scientifique du mot lutte des classes de Marx (pour des raisons idéologiques, mais aussi scientifiques), ont abouti à ce qu'en 2012, Jérôme Cahuzac, un ministre du Parti socialiste, un parti qui prônait la lutte des classes, qu'il n'y croyait plus à cette dernière.

En déformant le sens d'un mot, ou en en créant un nouveau, l'ingénierie sociale peut ainsi parvenir à créer un monde virtuel, une idéologie qui s'impose et se superpose au monde réel. Les idéologues du libéralisme économique, sont parvenus à faire croire fermement à certains que le capitalisme libéral est une société de liberté pour tous. Les idéologues du communisme stalinien ont réussi à convaincre leurs partisans, avec les termes de « dictature de prolétariat », que la dictature est au service de la liberté de tous. Les idéologues de la démocratie oligarchique, sont à leur tour parvenus à inculquer aux citoyens, que le terme démocratie, est synonyme de la liberté et de l'égalité d'expression de tous les citoyens, alors qu'il s'agit en fait d'un régime de démocratie représentative privilégiant la classe des élites...

La novlangue, de même que le langage politiquement correct visent aussi, à transformer le mot trop connoté politiquement, pour en substituer d'autres qui n'éveilleront pas l'attention. Les dirigeants néo-libéraux sont passés maîtres dans cet art. Alain Bihl^[13], a écrit un ouvrage intitulé « la novlangue néolibérale », sur la rhétorique de la classe des élites économiques et des pouvoirs publics, où il en donne divers exemples.

Par exemple, le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) lancé par l'axe FMI – Banque Mondiale, dans sa rénovation du vocabulaire de l'ajustement structurel. Ce dernier ayant subi de nombreuses critiques, ils cherchent à travers une nouvelle formulation (la novlangue) à laisser penser que l'on prend mieux en compte les besoins des plus faibles. Mais étant donné que les principes fondamentaux restent de nature néo-libérale, les plus démunis restent toujours sur le bord du chemin.

La Banque utilise « des mots solennels et des formules magiques pour transformer la réalité » souligne Susan George. Face aux défenseurs de l'environnement qui risquaient de mettre un terme à la philosophie de la croissance illimitée, la Banque a utilisé la notion de développement durable en décrétant « la croissance durable ». Celle-ci n'était dès lors plus menaçante, l'idée de durabilité neutralisant le danger de destruction. « Le mouvement de défense de l'environnement qui craint pour son avenir s'est vu ainsi privé de ses armes conceptuelles » (George, 94 :207-208).

Les idéologues dominants cherchent à récupérer les concepts au service de leur doctrine néolibérale. Le rôle financier et économique n'est que la partie émergée de l'iceberg. La partie immergée relève donc de la foi, de la croyance, de la doctrine, du leadership intellectuel. Comme le dirait Pierre Bourdieu, la Banque est puissante parce qu'elle est capable d'échanger constamment du capital économique contre du capital symbolique et vice versa.

Susan George décrit la Banque comme « la main invisible du “programme” planétaire mis en oeuvre par le capitalisme libéral. Sa première fonction est d’être un instrument d’intégration par le biais du marché. Le marché est coextensif au monde; comme l’église sa vocation est universelle » (George, 1994 : 276). Puis elle continue en attribuant à la Banque une seconde fonction celle de servir de Guide. Elle doit guider “ceux qui n’ont pas encore abouti à la pleine expression du capitalisme de marché et au développement (...) sur le chemin du salut”. “Son principal article de foi est la “vérité des prix” (George, 1994 :278). L’OMC exerce la même mission et cherche à « lever les obstacles au commerce », c’est à dire les normes sociales, écologiques, sanitaires....

La mondialisation économique a alors pour mission de sauver l’humanité et de lui assurer le salut grâce à la prospérité universelle. Or les fondements de ces motivations sont probablement moins noble et plus humain, ils s’appellent soit de puissance, recherche de sécurité, égoïsme, désir de possession... Dans son livre *Crédits sans frontières*, elle attribue donc au Fond monétaire international et à la Banque des attributs et un fonctionnement quasi religieux. La doctrine remplace alors l’argumentation, malgré le discours qui se veut scientifique c’est bien d’idéologie qu’il s’agit, or pour les croyants les faits ne peuvent rien contre la foi (George, 1994 : 207-208).

La puissance financière et la privatisation de la recherche accroissent l’hégémonie idéologique de la classe des élites. Par exemple, la puissance financière du FMI et de la Banque Mondiale, leur permet de s’acheter les services des meilleurs experts. La privatisation de l’éducation nationale et de la recherche, dans les différents pays du monde conduit à asphyxier les critiques du système capitaliste néolibéral, car les opposants aux systèmes dominants, ne trouvent que très peu d’emploi et ceux d’autant plus, lorsqu’il s’agit de trouver des financements auprès des entreprises notamment. Ainsi, après la bataille contre le référendum Européen en 2005, Raoul Marc Jennar, qui en fut un des détracteurs les plus en pointe, a été mis à la porte de son poste de chercheur financé notamment par Oxfam.

Le « soft power » est le pouvoir de conquête par la puissance de la culture. Joseph Nye a rédigé un ouvrage majeur intitulé « soft power ». Il définit la puissance comme « la capacité d’obtenir un résultat donné et si possible, d’altérer dans ce sens les comportements des autres », et « NYE conditionne cette réussite à la possession de certains moyens (population, armée, puissance économique...) mais aussi à la capacité de bien s’en servir. Les éléments militaires de la puissance représentent la puissance agressive (Hard Power) et les éléments culturels sont des éléments capables d’influence douce (Soft Power). Mais le « Soft Power » définit également une forme indirecte d’exercice de la puissance. La culture y a toute sa place. Les USA restent attractifs pour de nombreux peuples avec les valeurs de liberté qui parfois bouleversent des sociétés étrangères. NYE assimile le monde à un vaste jeu d’échec en trois dimensions ou le jeu serait permanent : la première dimension serait celle de la force militaire, largement dominée par les USA. La deuxième dimension est celle de la puissance économique ou la concurrence est rude et où la recomposition de la donne est permanent. La troisième dimension relève des relations culturelles, elles échappent à un contrôle des États. On ne peut prévoir les effets à moyen terme des livres, films, mais aussi les actions des ONG, des échanges migratoires, ou des actions terroristes. Les médias ont un rôle majeur dans la diffusion et l’interprétation des thèmes traités. La perception d’un pays par un public étranger est souvent caricaturale et limitée à quelques éléments »^[14].

Cependant, les grandes puissances et notamment les États Unis ont pris conscience de l’importance du soft power et utilisent à présent aussi leurs médias, leurs films, par exemple dans *Indépendance day* les États Unis sauvent le monde de la menace extraterrestre), l’USAID subventionnent les ONG qui peuvent servir les intérêts américains.

Par exemple, dans certains pays, la Ligue des Droits de l’Homme ou d’Amnesty, bénéficient de subventions des pouvoirs publics américains, via le NED (National Endowment for Democracy), car certains dirigeants des USA estiment que les critiques vis à vis du non respect des droits de l’homme et le manque de démocratie peuvent déstabiliser certains pays qui les concurrencent économiquement, ce qui peut donc servir les intérêts économiques. Cependant, dès qu’un Etat est allié avec les États-Unis, même si c’est une dictature, dans ce cas, les questions démocratiques et d’état de droit deviennent secondaires, puisque les défendre ne servirait pas

leurs échanges commerciaux.

Le NED avait été créée sous la présidence de Donald Reagan. Certains estiment qu'il visait à poursuivre les actions de déstabilisation de la CIA, de manière plus discrète et plus douce (soft power), donc plus invisible finalement. En 2009, 37 ONG financées par le NED dans la République Démocratique du Congo. Par exemple l'AEDH (Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme), qui est affiliée à la LDH a reçu 35000\$. En Côte d'Ivoire, par exemple, la NED finançait 9 ONG en 2009, dont le **Centre Féminin pour la Démocratie et les Droits Humains en Côte d'Ivoire (CEFCI)** (\$36,558); [Coalition de la Société Civile pour la Paix et le Développement en Côte d'Ivoire \(COSOPCI\)](#) (\$40,324), [Mouvement Ivoirien des Droits Humains \(MIDH\)](#) (\$279,000)^[15]. Or, les États-Unis de même que la France, cherchaient à ce que le président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, soit remplacé. Ils y sont parvenus en 2010, en proclamant les résultats l'élection de son opposant Alassan Ouattara et en attaquant le QG de Gbagbo. En effet ce dernier avait ouvert depuis 2002 son pays aux entreprises chinoises ce qui concurrençait le commerce des USA et de la France.

Il est souvent très délicat, pour les associations militantes, qui ont conscience de la puissance de la sournoise du Soft Power, d'appeler les gouvernements étrangers, ou même des ONG occidentales, pour secourir une population en détresse, car elles savent aussi que l'intervention sera utile au plan idéologique aussi. De plus, c'est aussi utilisé, pour implenter, des troupes militaires dans les pays où résident des enjeux géo-stratégiques. Mais, généralement, les ONG et les associations militantes n'ont pas conscience de ces dimensions de l'influence et sont alors instrumentalisées à leur insu.

Défendre une politique et pratiquer le contraire permet tromper la population. Les politiques libérales mises en oeuvre depuis les années 1980, dans les pays de l'OCDE, visent à ouvrir les frontières aux entreprises étrangères. Cependant, le discours et la volonté politique internationaux, ne sont pas toujours en accord avec les pratiques nationales. Parfois les pratiques sont à l'inverse des discours politiques officiels. Tandis que le mandat de l'OMC vise aussi la libéralisation des obstacles aux commerces pour l'ensemble de ses membres, dans la réalité les pays industrialisés, telle la France, parviennent à faire voter des exceptions à la règle les concernant (les boîtes bleues ou vertes) pour l'agriculture, pour le textile... Ainsi, les PED ouvrent leurs entreprises aux pays industrialisés tandis que ces derniers conservent pendant de nombreuses années un droit au protectionnisme. Ce fut le cas pendant plusieurs années pour le textile (accord multifibres)^[16].

La pensée par amalgame permet d'attaquer la réputation d'un opposant. La réflexion fondée sur le discernement sépare ou lieu d'amalgame, dans une confusion irrationnelle. Ainsi, un lecteur sachant faire preuve de discernement, lis de la littérature dite communiste, il sait différencier l'analyse scientifique marxiste, avec les dictatures totalitaires sanguinaires. Il serait préférable d'un point de vue de la connaissance, de ne pas s'attaquer à la réputation par la méthode de l'amalgame et de se limiter à des critiques sur le texte lui-même.

La réflexion par amalgame prend plusieurs formes qui conduisent à fausser la dimension rationnelle de la réflexion, le bon sens et la capacité de discernement. Il existe différentes formes de réflexion par amalgame. Celle-ci débute lorsqu'une personne de réputation correcte est mise en relation plus ou moins distante avec une autre de mauvaise réputation, de manière consciente et volontaire, mais même de manière inconsciente ou involontaire. Ainsi, si cette personne :

- A été vu au côté de cet autre de mauvaise réputation,
- A parler cet autre,
- A participer à un groupe, un repas, un colloque, un journal, un livre, un site, auquel à participer un jour, même dans une temps très lointain, cet autre,
- Lorsque cette personne a vu un de ses écrits repris par cet autre repris malgré lui, sans son accord.

- Lorsque qu'une part des idées ou de la personnalité, d'un individu, ne plait pas à certains, ils considèrent que l'ensemble des idées de cet individu sont erronées, ou à rejeter.
- Lorsqu'une personne cite une phrase d'un auteur de mauvaise réputation, alors, il peut être assimilé, à souscrire à toutes ces autres idées, aux idées des amis de ses amis, etc...).

D'amalgame en amalgame on peut accuser quelqu'un aussi bien d'être pro-nazie, comme pro-stalien, d'être sectaire comme anti-cléricale, d'être antisémite juif comme antisémite, comme islamiste. Voici, quelques exemples de ce mode de raisonnement, qui aboutissent, à des conclusions complètement aberrantes.

Par exemple, l'association Attac, de nombreux intellectuels et partis de gauche et même Bakounine, se revendiquaient parfois des idées de Marx, même si ils se sont aussi beaucoup combattus. Or, Marx a été lié un temps à Trotski, lié un temps à Lénine, lié un temps à Staline...). Donc avec la réflexion par amalgame, Attac et les anarchistes (dont nombreux se revendiquent des idées de Bakounine), seraient des Staliniens, pour les néolibéraux pratiquant l'amalgame. Aberrant...

Mais avec ce mode de pensée, on peut aboutir, à des idées strictement inverse en fonction des ses besoins stratégiques. Compte tenu qu'un une majorité des anarchistes, se revendiquent de Proudhon, et que certains des idées de Proudhon, sur la propriété privée, ont été repris par les fascistes, par conséquent, avec la pensée par amalgame, les anarchistes sont des fascistes ! Nouvelle aberration.

De même à gauche de nombreux auteurs de gauche, ou des anarchistes, citent Nietzsche, pour certaines de ses idées libertaires. Mais l'amalgame consisteraient à leur rétorquer qu'ils sont fascistes, car certains éléments des théories de Nietzsche, tel que on été utilisées pour fonder la doctrine nazie. Il faut savoir faire la part des choses.

Le mécanisme de la rumeur, de la pensée par amalgame et le transfert de réputation, se renforcent mutuellement. Le fait de lancer une rumeur, sur une personne, va renforcer les éléments nourrissant la pensée par amalgame, et le transfert négatif de notoriété. Ainsi, Monsanto, à fait courir la rumeur qu'un scientifique qui l'attaquait était un mauvais scientifique. Elle est parvenu à le discréditer peu à peu et à ainsi, sauvée sa propre réputation et ruinée celle de son détracteur.

Les décorations publiques permettent de s'acheter une image, moyennant quelques services. Arcady Gaydamak est russe à sa naissance et semble encore plus influent encore que son partenaire Falcone. « Le vrai patron de l'équipe est [...] Arcadi Gaïdamak^[17]. Ce dernier est un homme d'affaires, dans les domaines de l'immobilier et de l'énergie, arme, pétrole, engrais, banque... Il se présente comme "le numéro un mondial de l'engrais (notamment grâce au Kremlingate)^[18]. Enfin, il est le représentant en France de ZTS-Osos, de la société slovaque ZTS-Osos, qui a fourni, pour le compte de Brenco, la majeure partie des armes vendues à l'Angola. Il a pourtant été décoré de l'Ordre du mérite français par J-C Marchiani, avant d'être inculpé lui aussi. Le fait d'offrir cette distinction honorifique symbolise à elle seule la collusion, entre certaines des élites des grands corps de l'Etat et la des élites économiques criminelles.

L'ex-préfet Marchiani (lui aussi condamné) décora Gaydamak de l'ordre du Mérite, suite au soutien de ce dernier aux services secrets français, dans l'affaire des pilotes enlevés durant la guerre en Bosnie. Mais, cette décoration visait surtout à redorer l'image de Gaydamak ternie par ses multiples affaires illicites. Les décorations ont donc une importance symbolique forte, car elles visent à renforcer le pouvoir politique de la classe des élites. Lorsque les journalistes l'interrogent, Gaydamak rappelle régulièrement qu'il a été médaillé par l'Etat français, afin de rehausser sa crédibilité et sa légitimité.

L'affaire Woerth-Bettancourt, en 2010, est un autre exemple du trafic de décorations. Dans ce cas c'était le trésorier qui a reçu la légion d'honneur, en échange de donations au parti politique au pouvoir, l'UMP.

Ce type de distinction honorifique a aussi, comme intérêt, de tenter de faire hésiter les magistrats dans leurs investigations, en se protéger derrière le voile du prestige des décorations. Les grands entrepreneurs honnêtes ou non, cherchent aussi la reconnaissance en amassant des fortunes plus grosses que celles de leurs concurrents. C'est pourquoi, une médaille est intéressante pour leur orgueil, comme peut l'être une bonne place au classement Forbes des grandes fortunes.

A travers ses différents exemples et ses différentes techniques nous observons que le pouvoir communicationnel est un instrument indispensable au pouvoir de la classe des élites économiques capitalistes et des élites des pouvoirs publics. Le pouvoir communicationnel permet de renforcer les autres pouvoirs, qu'ils soient idéologique, économique, Etatique, militaire...

Thierry Brugvin

Thierry Brugvin est l'auteur du livre *le pouvoir illégal des élites* (Max Milo 2014)



[1] AFP, *A qui appartient la presse française*, 21/01/05

[2] BEALLE Morris A, *The Drug Story*, Columbia Pub. Co; 1949.

[3] CARMACK Patrick S. J. , *The Money Masters: How International Bankers Gained Control of America*, 2007..

[4] JENNAR (2003 : 17).

[5] LAXER Gordon (Directeur de the University of Alberta Parkland Institute), *In praise of FTAA-Quebec City protestors*, ExpressNews, 2002.

LOWRY Mark, *American Sovereignty can only be preserved if illegal aliens are removed*, American Chronicle, January 29, 2007

[6] CROZIER Michel, HUNTINGTON Samuel, WATANUKI M., *The Crisis of Democratie, Report on the governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York, University Press, 1975.

[7] BAILLARGEON Normand, *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Éditions Lux, collection Instinct de Liberté, 2005.

[8] BAILLARGEON, 2005

[9] BERNAYS, Edward, *Public Relations*, Norman: University of Oklahoma Press, 1952, p. 159.

[10] BASKIN, O. ARONOFF C, LATTIMORE D., *Public Relations: The Profession and the Practice*, Madison, WI: Brown & Benchmark Publishers, 1997, p. 149 et p. 416-417.

[11] LASWELL, H. D., "Propagande, in *Encyclopedia of Social Sciences*", New York, Macmillan, 1935, p 524.

[12] WITTEZAELE Jean-Jacques, *La double contrainte. L'héritage des paradoxes de Bateson*, 2008.

[13] BIHR Alain, *La novlangue néolibérale*, Page deux, Lausanne, 2007.

[14] NYE Joseph, *Soft Power, The Means to Success in World Politics*, PublicAffairs Ltd, 2004, in http://www.associationkwabo.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=95:soft-power-ou-limportance-du-culturel&catid=68:theme-du-mois&Itemid=54.

[15] NED, (**National Endowment for Democracy**), 2009 Annual Report, Washington, DC, NED, 2010.

[16] RONGEAD, GLOBAL CITIZEN INITIATIVE, L'ALLIANCE, 2000, *De l'échec de Seattle vers une gouvernance mondiale*, Fondation Charles Mayer pour le Progrès de l'Homme

[17] LDC (LA LETTRE DU CONTINENT), Angola : Une affaire "franco-russe" ? Le 30 septembre 1999.

[18] GATTEGNO Hervé, *De Londres, Arcadi Gaydamak défie les juges français*, *Le Monde*, 09/12/2000.

Copyright © 2015 Global Research